

CountrySide

N° 160

European Landowners' Organization

NOVEMBRE-DECEMBRE 2015 - BIMENSUEL - FR

CLIMATE
GENERATIONS
AREAS



UNITED FOR
CLIMATE ACTION

cop21.gouv.fr #COP21

Changement climatique
et l'économie rurale



Editorial

Thierry de l'ESCALLE, Secrétaire général

Agir maintenant ou périr plus tard

2015 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée. Elle a repris ce titre à l'année 2014, qui s'est avérée être seulement plus chaude que l'année 2013. Ces augmentations de températures sont souvent trop subtiles pour être pleinement notifiées par la plupart des gens, mais pour les gestionnaires terriens elles peuvent faire toute la différence. Un hiver trop chaud ou une sécheresse en plein été peuvent gâcher toute notre récolte, nos forêts ou notre élevage. Ceci ne représente pas seulement un danger envers nos moyens d'existence mais également envers la sécurité alimentaire globale en ces temps de l'accroissement de la population et de l'émergence de la classe moyenne.

Afin de représenter nos membres et pour affronter les responsables politiques mondiaux nous avons participé au sommet historique COP21 à Paris. Nous y avons présenté notre document politique sur le changement climatique et l'économie rurale (ang. Climate Change and the Rural Economy). Nous croyons que notre approche doit être tout autant mondiale, connectant ensemble des nations et des secteurs différents dans une lutte cohésive, que locale; chaque propriétaire terrien et gestionnaire doit devenir un maillon dans cette lutte contre les émissions des GES. Comme toujours, nous soulevons le défi du soutien de l'Europe pour la recherche des innovations respectueuses du climat; des outils qui peuvent nous aider à croître tout en émettant moins et en utilisant moins de ressources.

Il ne s'agit plus de se poser la question de l'urgence du débat sur le changement climatique, ou de la rapidité avec laquelle nous devons passer à une agriculture respectueuse du climat. Si nous échouons, nous allons condamner la prochaine génération des gestionnaires terriens à un avenir incertain et des entreprises familiales instables. Ils auraient raison de ne pas nous remercier de ce cadeau empoisonné.

Le document politique est disponible sur notre site www.elo.org

Tables des matières

- 3** Changement climatique et l'économie rurale

- 6** La Haye offre une bienvenue chaleureuse et sous la pluie aux membres d'ELO

- 7** FFA Hollande : une campagne plus verte et productive

- 8** L'innovation dans la conservation et le Label Wildlife Estates

- 10** Bienfaits des écosystèmes mis en pratique par les propriétaires fonciers

- 11** Fonte des glaciers et le changement paysager perçu

- 12** Le Royal Ostend Golf Club récompensé pour son action privée pour la protection de la nature

Une coopération fructueuse entre l'OIE et le CIC : le "Wildlife Health Training Center"

- 14** Congrès et Assemblée Générale de European Historic Houses Association Bruxelles et Flandre-Orientale

- 15** Dr Emmanuel de MERODE, Directeur du Parc National des Virunga, remporte les prix pour la protection de la biodiversité

- 16** Agenda





© ELO 2015

Changement climatique et l'économie rurale

ELO publie sa vision politique et les actions requises concernant le changement climatique

Ana ROCHA - Conseillère en affaires européennes/ chargée de liaison pour la CLA

Note de la rédaction: au moment de l'écriture de cet article les négociations concernant la 21^e session de la Conférence des Parties (COP) à la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (UNFCCC) étaient à la vitesse maximale et il était trop tôt pour savoir quel type d'accord serait conclu. A ce moment précis les nations riches et pauvres luttent afin de se mettre d'accord sur la façon de rémunérer les réductions des émissions. Les pays en voie de développement maintiennent la position que ceux qui ont fait leur richesse en brûlant les combustibles fossiles devraient avoir une plus grande responsabilité financière.

Cette fois-ci c'est Paris qui tient le rôle de la capitale mondiale pour le climat pendant deux semaines. A compter du 30 novembre ELO est une des organisations accréditées qui se rends à la 21^e Conférence des Parties (COP21). Malgré des mesures de sécurité renforcées, compréhensibles après les terribles événements du 13 novembre, l'atmosphère qui y règne est très optimiste en vue d'un accord significatif. C'est événement clé, puisque un nouvel

accord international sur le changement climatique, s'appliquant à tous, pour garder le réchauffement global bien en dessous de 2°C par rapport aux niveaux de l'ère pré-industrielle est reconnu comme vital pour notre avenir commun.

Son début fut prometteur, avec la présence de plus de 150 dirigeants mondiaux prononçant leur discours d'ouverture et partageant des indications sur leur positions d'Etats : le Président OBAMA a dit aux délégués que les Etats Unis allaient réduire les émissions « considérablement » en dessous du niveau de 2005 dans les 10 ans à venir ; la Chancelière Angela MERKEL a dit que l'Allemagne allait doubler les fonds publics afin de lutter contre le changement climatique du niveau de 2014 d'ici 2020. Le Président JUNCKER et David CAMERON, tous deux, ont demandé d'avoir un « mécanisme juridiquement contraignant » ; M. CAMERON demandant d'avoir une « révision quinquennale afin de savoir où nous en sommes » face aux objectifs. Lundi, vingt économies mondiales majeures ont également annoncé qu'elles allaient doubler la somme d'argent dépensée pour le développement des énergies propres. Le secteur privé s'y est joint, avec le fondateur de Microsoft Bill GATES pré-

sentant son plan 'Mission Innovation'.

ELO y participait avec deux publications (accessibles sur le site www.elo.org): une brochure détaillant les attentes de ELO de la COP21 et un rapport de 25 pages intitulé « *Climate Change and the rural economy: managing land in face of climate change* », soulignant les actions des gestionnaires terriens en vue de l'adaptation et de l'atténuation de l'accroissement des températures globale.

Les propriétaires terriens et les gestionnaires terriens investissent déjà dans une agriculture résistante au climat. Le développement de l'agriculture de l'UE au cours des dernières décennies se caractérise par un accroissement constant de la productivité, tant dans la production végétale qu'animale, tandis que ses émissions des GES ont décliné. Cependant, sans des efforts additionnels, cette tendance n'est pas susceptible de continuer. Les propriétaires terriens et les gestionnaires terriens sont bien avertis que les risques liés au changement du climat dans les zones rurales risquent de croître, pour cela ils ont tendances à renforcer leurs efforts d'atténuations et adaptent leurs entreprises. Ceci se fait surtout par la réduction

des émissions des gaz à effet de serre et par la conservation et l'accroissement des stocks de carbone à la fois dans les sols et dans la biomasse, qui peuvent être utilisés comme une matière de substitution ou à des fins bioénergétiques. Les investissements dans le stockage d'eau de l'agriculture de précision, l'énergie renouvelable et des pratiques durables de la gestion sylvicole sont des exemples d'efforts des propriétaires et gestionnaires terriens afin de continuer de faire leur travail principal qui est de produire de la nourriture tout en améliorant leur performance environnementale en général, y compris la réduction de leurs impacts sur le climat.

Le deuxième jour de la conférence consacrée à « forêt et agriculture » de la COP21, nous avons rendu notre position publique et nous l'avons distribuée sur le site. Ceci n'était pas une tâche facile vue l'étendue du lieu conçu pour accueillir 195 délégations nationales et plus de 40,000 participants, dont des politiciens, des lea-

ders d'entreprises, et des représentants d'NGO.

Sur le plan des politiques publiques, ELO souhaite voir adopter une décision qui clairement réalisera la stabilisation des GES dans l'atmosphère d'ici 2100 et l'objectif de limiter l'accroissement de la température globale de maximum deux degrés par rapport aux niveaux de l'ère préindustrielle. ELO est d'accord avec la position de l'Union européenne qui favorise fortement des objectifs internationaux juridiquement contraignant.

De plus, les discussions techniques doivent accélérer afin d'inclure dûment le secteur de l'utilisation des terres. Pour le moment, l'inventaire des GES défini par UNFCCC n'intègre pas proprement le rôle de l'agriculture, de la forêt et de la bio-industrie dans l'émission des GES, ou leurs contributions pour la fixation du carbone et la réduction des émissions dans d'autres secteurs. L'accord devrait être accompa-

gné par une décision sur le secteur AFOLU (Agriculture, foresterie et autres utilisations des terres).

Atteindre ce dernier objectif est peu probable car le secteur AFOLU est perçu comme trop complexe pour faire partie de l'accord de Paris. Cependant, l'intérêt d'ELO pour le climat ne s'arrête pas à cet événement et notre rapport servira comme support dans les discussions à venir, notamment pendant la 2ème moitié de l'année 2016 où la CE planifie de présenter la proposition sur le UTCATF (ang. LULUCF - l'utilisation des terres, changement d'affectation des terres et foresterie).

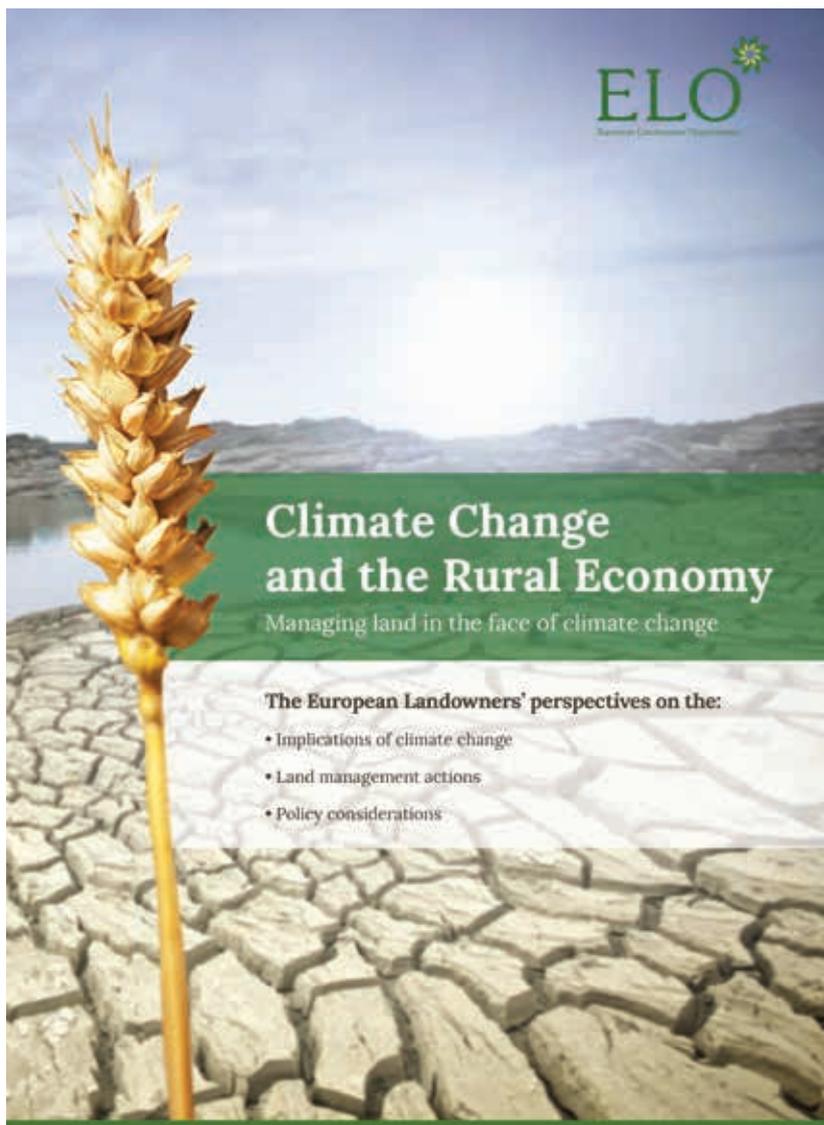
ELO continuera de suivre et d'insister pour des politiques relatives au climat, y compris la Politique Agricole Commune (PAC). La PAC reste un outil principal de soutien pour les mesures relatives au climat pour les terres agricoles européennes. Cependant, comme les défis pour la sécurité accroit en Europe et les budgets décroissent, le temps viendra de construire à nouveau le cas d'une politique agricole plus forte, tout en trouvant des solutions diverses pour soutenir la sécurité alimentaire et les entreprises rurales.

Les initiatives récentes comme le paquet sur l'économie circulaire (publié le 2 décembre) vont également influencer pour avoir une société plus efficace en ressources, encourageant et facilitant les changements nécessaires pour des meilleurs résultats agricoles et environnementaux. Les concepts tels que l'Intensification durable et une attitude plus encourageante envers l'innovation aideraient assurément à contribuer à ces objectifs.

Le rapport d'ELO sur le changement climatique adresse ces idées et d'autres aspects qui doivent être pris en compte en préparant de bonnes politiques; des politiques qui contribuent à la sécurité alimentaire et une campagne viable tout en exploitant pleinement le potentiel d'atténuation des différentes utilisations des terres ; des politiques qui nous mènent sur le bon chemin afin de limiter l'accroissement des températures de 2°C.

Avoir un accord juridiquement contraignant comme proposé par plusieurs dirigeants mondiaux pendant le lancement de la COP21 serait un bon point de départ pour dynamiser les marchés, lesquels, à tour de rôle, dynamisent des comportements, qu'il s'agisse de ceux des fermiers et des propriétaires terriens ou des consommateurs et des investisseurs.

Le rapport est disponible sur notre site www.elo.org





VOIR
TOUJOURS
PLUS LOIN POUR
DÉLIVRER UNE
PERFORMANCE
DURABLE

*Banque Privée, Asset Management,
Corporate Finance, Private Equity,
Institutional & Fund Services*



**EDMOND
DE ROTHSCHILD**

CONCORDIA - INTEGRITAS - INDUSTRIA

L'aigle de notre emblème
symbolise la vision à long terme
mise au service de nos clients.

edmond-de-rothschild.com

La Haye offre une bienvenue chaleureuse et sous la pluie aux membres d'ELO

La dernière semaine du mois de novembre a vu les membres et l'équipe d'ELO se réunir à la Haye pour son Assemblée générale biennale, tenue (comme toujours) dans l'Etat membre qui assurera la Présidence de l'UE. Accueillie par les membres hollandais du FPG par un temps pluvieux, l'Assemblée générale a fourni une vision stratégique et une opportunité pour les membres d'ELO d'échanger leurs idées et expériences.

Robert de GRAEFF, Chargé politique d'ELO



La première journée de l'AG a débuté par une série de visites sur le terrain aux alentours de la Haye. La première à Dunea, une entreprise privée qui fournit de l'eau potable à plus de 1.1 million de consommateurs dans les zones fortement urbanisées de la Haye. Avec son emplacement spécifique dans les dunes hollandaises, l'entreprise n'est pas seulement responsable pour l'eau potable, mais recèle plusieurs habitats et espèces rares des dunes, ainsi que quelques sites naturels accessibles les mieux connus par le large public dans cette zone. Selon son nouveau directeur, Wim DROSSAERT, Dunea nettoie et purifie l'eau, mais vise aussi à s'attaquer à la source des problèmes, ce qui veut dire s'attaquer à la pollution dans le Rhin lui-même.

Cette visite était suivie par un déjeuner dans le domaine historique de Duivenvoorde ; un ancien domaine familial au nord de la Haye qui peut remonter son histoire au début du Moyen-Age. Après le tour sous une pluie battante de Dunea, les membres étaient reconnaissants tout autant pour la possibilité de ce sécher que pour un accueil très chaleureux de la part de leurs hôtes. Le déjeuner était accompagné par un discours de Franz Graf zu ORTENBURG, qui est à la tête de la fon-

dation qui gère un domaine familial en Hollande, avec une recommandation spéciale pour bien se préparer pour l'avenir et impliquer suffisamment tôt la génération suivante pour éviter tout conflit au sein de la famille. La journée c'est terminée avec une visite au Musée Mauritshuis, où les nombreux chef-d'œuvres illustrent l'histoire hollandaise et son Age d'Or.

L'ancien premier ministre Jan-Peter BALKENENDE était l'invité au dîner de gala, qui s'est tenu au *Haagsche Club*. Avec grand enthousiasme et passion M. BALKENENDE a parlé du besoin d'une économie circulaire, constatant que nous ne pouvons pas à l'infini dépendre des ressources finies. Il a également félicité les propriétaires terriens européens de prendre soin de leurs campagnes, et d'être des « esprits avant-gardistes » quand il s'agit de la biodiversité et du climat.

La deuxième journée était ouverte par Roel ROBBERTSEN, Président du FPG, qui a souhaité la bienvenue aux membres ELO ainsi qu'aux autorités, et a souligné que la propriété privée aux Pays-Bas était un sujet fort complexe à cause de la fragmentation, et que les droits de propriété, en particulier dans le contexte de la chasse, ont besoin d'être fortement défendus.

S'adressant au nom du Ministère néerlandais des affaires économiques (également en charge de l'agriculture et de l'environnement) Hans HOOGEVEEN a présenté les plans pour la présidence néerlandaise. Parmi ses objectifs il y a « une lutte collective contre la résistance aux antimicrobiens, une lutte contre l'exploitation illégale des forêts et le commerce de bois d'origine illégale, et le suivi du RefIt à propos de Natura 2000 ». Concernant ce dernier point la présidence hollandaise doit organiser une conférence en juin 2016.

Jan Jacob VAN DIJK, député de Gelderland, a donné un aperçu de la complexité de la campagne néerlandaise, avec comme exemples la surpopulation des oies et l'azote afin de démontrer les difficultés de trouver un terrain d'entente parmi les nombreux groupes d'intérêts.

Finalement, Thierry de l'ESCAILLE, Secrétaire général d'ELO, a donné une mise au point des activités en 2015 ainsi que les objectifs de l'organisation pour l'année 2016, y compris la révision du verdissement, l'avenir de la PAC et le changement climatique.

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland / Avenue Pastoor 23 - 1300 Wavre / Tél. +32 10 222 905 / Fax +32 10 222 900 / e-mail: agriland@delnet.be



FFA Hollande : une campagne plus verte et productive

L'économie et l'environnement ont reçu une attention similaire lors du « Forum for the Future of Agriculture » régional le 25 novembre à la Haye, Pays-Bas, lorsque managers terriens, industriels et représentatifs de la société civile et du gouvernement se sont rassemblés afin de discuter de solutions dans le contexte néerlandais. Après une introduction générale de Maurits van den WALL BAKE de la « Federatie Particulier Grondbezit », les deux panels ont démontré qu'économie et écologie sont liées l'une à l'autre. Afin de payer pour les mesures environnementales protégeant notre biodiversité, les fermes doivent être profitables. Cela implique un besoin d'innovation, surtout dans un petit pays comme les Pays-Bas, pour obtenir des meilleurs résultats et rendements.

Gaspard de GRUBEN, ELO - Guillaume d'OULTREMONT, ELO

Une campagne plus verte et plus durable

Walter KOIJ, directeur général de la « National Foundation for Agricultural Nature and Landscape Management » (SCAN), a donné le coup d'envoi au premier panel en insistant sur la coopération vitale entre fermiers et autres entités comme le gouvernement et la société civile. La coopération, a-t-il dit, mène à moins de frais généraux, l'accélération du développement de la connaissance, des meilleurs résultats de biodiversité et une croissance générale en flexibilité pour les agriculteurs et conversationnistes. M. KOIJ était accompagné de Frans van VERSCHUER, membre du *Federatie Particulier Grondbezit* (FPG), et propriétaire du domaine *Heerlijkheid Marienwaerdt*. Ce dernier a insisté sur une meilleure communication entre représentants de la campagne afin d'augmenter la visibilité de leurs actions et d'éviter la mauvaise compréhension. Martin BUISSE de la fondation *Skylark* a appuyé ses propos en déclarant que la coopération entre agriculteurs et partenaires cherchant à appliquer l'agriculture durable est essentielle.

Tout le monde était d'accord sur le fait que l'écologisation est vitale pour la croissance agricole, mais comme le souligne Gabriel LODARES membre du Board de ELO et propriétaire du domaine *La Mancha* en Espagne : *la conservation de la nature ne se fait jamais sans frais*. En effet, beaucoup de programmes et projets sont coûteux et ce n'est pas toujours facile pour les managers des territoires de trouver les fonds nécessaires. En Espagne, dit-il, les normes générales pour le verdissement de la PAC ne sont pas très difficiles à atteindre. Selon M. LODARES, la question devrait être : *est-ce que fournir plus d'efforts pour la nature est fait pour la nature elle-même, ou parce qu'on y est contraint par la législation, ou est-ce pour vivre en paix avec les autres acteurs ?*

Martin BUISSE a commencé sa présentation sur une campagne plus écologique en pointant les impacts positifs de la PAC sur la biodiversité et les pratiques durables, mais il a également dénoncé son manque de vision. Il a aussi rejoint les dres



de M. van VERSHUER sur la perte d'une campagne multifonctionnelle. Selon M. BUISSE, cela est dû au vieillissement des agriculteurs (35% ont plus de 65 ans) et à l'élargissement des tailles des fermes. Il a suggéré de manière intéressante que la préservation de la biodiversité pourrait être atteinte sous forme de certificats de durabilité accordés aux fermiers travaillant pour le verdissement de la PAC.

Des solutions innovantes pour une agriculture productive

L'innovation et les nouveaux outils étaient au centre du deuxième panel. Avec l'actuelle révolution silencieuse en termes d'agriculture de précision et de nouvelles méthodes d'élevage, l'industrie néerlandaise de technologie agricole avancée représentait l'opportunité idéale pour examiner certaines de ces nouvelles idées d'exploitation agricole.

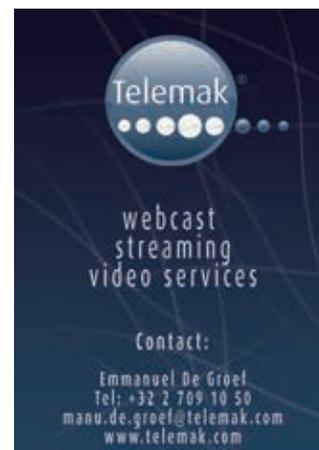
Michel BERKELMANS, Directeur du département agricole et de la connaissance de la nature au Ministère des Affaires Économiques a parlé de la production traditionnelle de nourriture aux Pays-Bas. Après le discours liminaire, Michael KESTER, Directeur général Syngenta Benelux, a exposé sa vision de la durabilité en termes d'amélioration végétale; revirement de la chimie à la biologie et augmentation des connaissances des agriculteurs. De plus, il a expliqué que l'hybridation végétale, malgré son actuel statut naissant, a permis une avancée révolutionnaire grâce à la meilleure compréhension du génome.

Yara et Deutz-Fahr ont tous les deux présentés différents aspects de l'agriculture de précision ; des nouveaux capteurs, jeux de données et systèmes GPS vont tous

faire partie du futur de l'agriculture innovante. Winfried RAIJMAKERS, Directeur commercial et technique à Yara Benelux, a présenté la dernière technologie de l'entreprise, le capteur-N. Cet outil aide les agriculteurs à rassembler des données sur les cultures et récoltes et permet un meilleur management des ressources. « *Les fertilisants organiques* », a-t-il noté, « *ont un rôle vital à jouer* » puisqu'il serait impossible de réaliser une agriculture intensive et durable sans leur aide.

Wilko JILISSEN, CEO de Deutz-Fahr en Angleterre et au Benelux a présenté des nouvelles solutions pour la mécanisation agricole et l'agriculture de précision afin d'encourager l'agriculture durable. Il a fait remarquer la réalité problématique de la croissance démographique et demande croissante de nourriture. Avec l'aide de la collection de données à travers des capteurs sur les tracteurs, le but est d'optimiser les rendements, la productivité, les profits et de réduire le gaspillage. L'automatisation et la personnalisation des tracteurs va augmenter la qualité des exploitants, a-t-il promis, avant de déclarer que la connexion internet et le partage de données entre les tracteurs seront la marche à suivre.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site: www.forumforagriculture.com



L'innovation dans la conservation et le Label Wildlife Estates

En septembre 2015, j'ai eu l'opportunité de me joindre à un meeting organisé par ELO dans la jolie ville espagnole de Trujillo. La visée de la réunion était d'étudier la croissance et l'importance grandissante de l'initiative Wildlife Estate depuis son lancement en 2005. J'ai été particulièrement impressionné par le fait que le Label Wildlife Estate (WE) soit utilisé sur plus d'un million d'hectares de propriété privée dans 17 juridictions européennes. De plus, j'ai été impressionné par l'ambition exprimée par les managers du WE de continuer à étendre l'initiative à travers l'Europe, et peut être même en dehors.

James N. LEVITT



© L. Johnson

8

Mon assignation durant la réunion était de parler au groupe de la structure de l'innovation dans la conservation que j'ai développé aux Etats Unis à travers mon travail au *Harvard Forest*, l'Institut Lincoln et Highstead. J'ai aussi eu la chance de leur dire un mot à propos du nouvel *International Land Conservation Network (ILCN)* et du congrès qu'il a prévu de tenir cet automne à Berlin auquel ELO devrait participer.

J'ai trouvé l'audience à Trujillo très engagée, avec une grande diversité d'optiques différentes. Cette audience hétéroclite est venue depuis des villages voisins en Espagne, jusque depuis le Portugal, la France, la Belgique, l'Allemagne, l'Ecosse et la Suisse. Ma présentation suivait les lignes suivantes :

Une "innovation dans la conservation", selon le terme que j'utilise, est caracté-

risée par l'entièreté ou la plupart des critères suivants :

- La nouveauté et créativité dans la conception
- Une portée stratégique
- Des effets mesurables
- La transférabilité à d'autres juridictions et cultures
- Une capacité à perdurer durant des décennies et même des siècles.

Afin de mieux comprendre le concept, considérons l'exemple du mouvement de fiducie foncière et l'usage de servitudes de conservation déductibles de taxes aux Etats Unis. La première fiducie foncière au monde venait de l'idée inspirée de Charles ELIOT, fils du Président de l'université de Harvard et un protégé de Frederick LAW OLMSTED, l'architecte paysagiste américain reconnu. Le jeune ELIOT a proposé, dans une série d'essais éditoriaux en 1890,

que les habitants du Massachusetts pourraient bien faire en formant une association indépendante afin de rassembler, pour le bénéfice public, de beaux paysages qui existent juste au-delà de leur porte, à la manière dont les librairies rassemblent des livres et les musées des peintures. Son concept créatif et nouveau a mené à la création de « The Trustees of Public Reservations » en 1891 (connu aujourd'hui sous le nom de « The Trustees »), la première fiducie foncière au monde.

Le concept de fiducie foncière s'est propagé rapidement. Dès 1895, le « National Trust » était formé en Angleterre basé en partie sur l'ensemble précédent au Massachusetts. En moins d'une décennie, l'idée avait aussi prouvé sa transférabilité à la Californie, où le « Sempervirens Fund » a été formé afin de sauvegarder plusieurs des magnifiques bosquets de sequoias qui tenaient toujours debout.



En effet, le mouvement de fiducie foncière a continué à croître lentement mais sûrement à travers les Etats Unis et internationalement jusqu'à la fin des années soixante-dix. C'est alors que la croissance la plus rapide du mouvement commença avec la codification de réglementations permettant aux propriétaires terriens de générer des incitations fiscales, en agréant de limiter strictement le développement à perpétuité sur leur propriété. L'idée de fiducie foncière, renforcée par l'utilisation des servitudes à perpétuité, a eu une importance stratégique pour la pratique de la conservation à travers l'Amérique du Nord – les fiducies foncières et conservateurs privés travaillent souvent en étroite collaboration avec le secteur public dans l'aménagement à grande échelle de corridors d'espaces ouverts qui connectent des terres publiques, privées, civiques (ONG) et tribales au sein d'un tout bien plus grand que la somme de ces parties. Le mouvement de fiducie foncière a eu un impact mesurable, protégeant près de 50 millions d'acres (20 millions d'hectares) aux Etats Unis seulement. Finalement, le mouvement perdure maintenant depuis



près d'un siècle et vingt-cinq ans, avec plus de 1,100 fiducies foncières aux Etats Unis engagées en tant que membres du *Land Trust Alliance*.

Au vu de cet exemple, il est légitime de se demander si oui ou non l'initiative *Wildlife Estate* peut être caractérisée comme une innovation dans la conservation importante en Europe. C'est encore toujours un effort naissant, fondé il y a à peine dix ans. Néanmoins, à ce stade précoce les signes sont très prometteurs.

En guise d'exemple et durant sa brève vie, le WE a eu un impact mesurable. En 2005, le label WE, nouvelle approche pour la protection de propriétés européennes, a été adopté seulement par un nombre restreint de propriétés dans seulement cinq pays : l'Espagne, la Belgique, la France, le Portugal et les Pays-Bas. En 2015, selon le site web du *Wildlife Estate*, le réseau de propriétés avec le label s'est étendu pour couvrir 191 propriétés, atteignant plus d'un millions d'hectares (2.5 millions d'acres) au sein de 17 juridictions, incluant la Belgique, la République Tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne (y compris l'Angleterre, le pays de Galles, l'Irlande du Nord), l'Irlande, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la Pologne, l'Ecosse, l'Espagne, la Suède et la Roumanie. Cette expansion est une bonne preuve que le concept du *Wildlife Estates* a été applicable dans de nombreuses juridictions.

Afin d'obtenir le label, les propriétaires terriens doivent répondre à des critères fixés pour la région biogéographique concernée : Alpine, Boréale, Continentale ou Méditerranéenne. Les critères pour chacune des régions biogéographiques prennent en compte des mesures pertinentes - concernant le management de la

faune et la flore, l'usage durable de la terre et les conditions sociales et de biodiversité régionales – appliquées sur un large éventail de tailles de propriétés, depuis des dizaines d'hectares jusqu'à des dizaines de milliers d'hectares. Etant donné que de nombreux propriétaires et gérants doivent changer leurs pratiques managériales afin de répondre aux critères appropriés, le programme a un impact stratégique sur la gestion territoriale parmi un grand nombre de nations européennes. Récemment, dans des juridictions telles que l'Ecosse, des évaluations quantitatives précoces indiquaient que les propriétés qui ont obtenu le label établissent des conditions ratifiées de manière significative concernant des espèces sauvages spécifiques, et des conditions générales pour la biodiversité. Un suivi constant devrait assurer la continuité de cette tendance.

La question reste de savoir si l'initiative *Wildlife Estate* va garder son impact dans les cinquante ou cent prochaines années. Etant donné les vents contraires du changement climatique, la démographie changeante en Europe et ailleurs, et l'actuelle fragmentation paysagère, la préservation durant le siècle à venir n'est pas un défi anodin. Cependant, étant donné son démarrage en force, je demeure optimiste quant aux perspectives générées par les efforts du WE, et j'attends avec impatience les opportunités futures de voir la *European Landowners' Organization* et son initiative *Wildlife Estate* collaborer avec des collègues à travers le monde de par l'*International Land Conservation Network* nouvellement formé.

Pour plus d'informations veuillez consulter le site www.wildlife-estates.eu



James N. Levitt travaille comme : directeur du "Program on Conservation Innovation" à Harvard Forest, Université de Harvard basée à Petersham, Massachusetts ; membre éminent au *Highstead Foundation* basé à Redding, Connecticut ; et gestionnaire du "Land Conservation Programs" au département "Planning and Urban Form" au *Lincoln Institute of Land Policy*, basé à Cambridge, Massachusetts. Il est diplômé du *Yale College* et *Yale School of Management* (Yale SOM), et est récipiendaire d'une bourse Donaldson de Yale SOM pour des accomplissements dans sa carrière qui illustrent la mission de l'école. LEVITT est aussi co-fondateur de l'*International Land Conservation Network*. Il vit avec sa femme Jane à Belmont, Massachusetts. Ils aiment passer leurs étés avec leurs trois enfants dans une région forestière dans le Maine qui est largement protégée par une servitude de conservation.

Bienfaits des écosystèmes mis en pratique par les propriétaires fonciers

Le parc national des Cairngorms, à l'extrême nord de Grande-Bretagne, offre une vue vertigineuse des Highlands écossais. Il abrite une faune, une flore et des habitats divers et uniques. Il abrite également des agriculteurs et leurs familles, des forestiers, des communautés rurales, et de nombreux touristes. On vient de toute l'Europe et du reste du monde pour admirer les paysages sauvages pendant une randonnée, pour faire du vélo à travers les forêts de pin sylvestre, pour pêcher le saumon dans les lacs limpides, ou pour traquer les cerfs.

Ben DELBAERE, ECNC-European Centre for Nature Conservation; projet OpenNESS



© B. McAdam

façon que les services écosystémiques et le capital naturel soient développés au maximum. L'évaluation économique de ces services contribuerait à réunir les fonds nécessaires pour garantir la pérennité du parc national comme abri pour ses nombreux animaux et plantes, et endroit que les gens peuvent apprécier.

On est en train de rassembler les exemples de cas, la documentation et les synthèses du projet OpenNESS et ceux de son projet frère OPERAS² sur une plateforme centralisée permettant d'effectuer des recherches interactives. Cette plateforme permettra la recherche rapide, facile et fiable des bonnes ressources et expériences pour soutenir les gestionnaires des terres, les entreprises, les aménageurs et beaucoup d'autres dans leurs efforts pour travailler avec la nature. Une des caractéristiques principales de cette plateforme, nommée Oppla³, est un service de questions-réponses – service véritablement consultatif et personnalisé, récemment lancé. Oppla est une plateforme en ligne, mais c'est surtout une communauté de pratique qui relie les divers groupes sociaux qui ont les connaissances, l'expérience et les outils relatifs aux services écosystémiques et au capital naturel aux nombreuses personnes qui mettent les concepts en pratique dans leur travail quotidien. A cet égard, les propriétaires fonciers et les gestionnaires des terres sont parmi les groupes les plus importants. Ils ont beaucoup à offrir et à partager lorsqu'il s'agit de la vraie valeur de la nature, des écosystèmes et de leurs services.

Voilà quelques-uns des 'services' fournis par le parc et ses écosystèmes qui font l'objet d'une étude réalisée par un projet européen étudiant comment mettre les concepts de services écosystémiques et du capital naturel en pratique – le projet OpenNESS¹. Les zones humides, les forêts, les prairies, et autres écosystèmes exécutent une variété de fonctions afin de se maintenir: par exemple, ils fournissent un habitat pour la faune pollinisatrice qui facilite la reproduction des plantes, ou ils sont impliqués dans le cycle du carbone. Quand on considère ces fonctions sous l'angle des avantages qu'elles apportent au bien-être humain, on les définit comme services écosystémiques. Nous dépendons tous des services écosystémiques, peut-être sans nous en rendre compte. Pensez à l'air que nous respirons, à nos aliments, ou au plaisir que nous tirons de l'exploration de la nature.

Le parc national des Cairngorms est un

des sept études de cas réalisées par OpenNESS dans le cadre des paysages ruraux mixtes. Vingt autres études de cas à travers l'Europe sont axées sur la gestion urbaine durable, les forêts et bois, les rivières, et les côtes. Plusieurs des cas mondiaux portent sur les régions dans les pays en voie de développement où les exportations sont dominées par les produits de bases.

L'étude dans les Highlands écossais porte sur le potentiel récréatif offert par l'occupation du sol. On cartographie ce potentiel et l'utilise dans l'élaboration d'un plan pluriannuel des loisirs basé sur les habitats naturels et qui les respecte pleinement. Dans le domaine de Glenlivet, une zone de 23.500 ha à l'intérieur du parc national, se trouvent environ 30 agriculteurs locataires, exploitants forestiers, et locataires de baux d'activités sportives en plein air. On étudie comment gérer une occupation du sol basée sur la nature de

Pour plus d'informations veuillez consulter le site : www.openness-project.eu

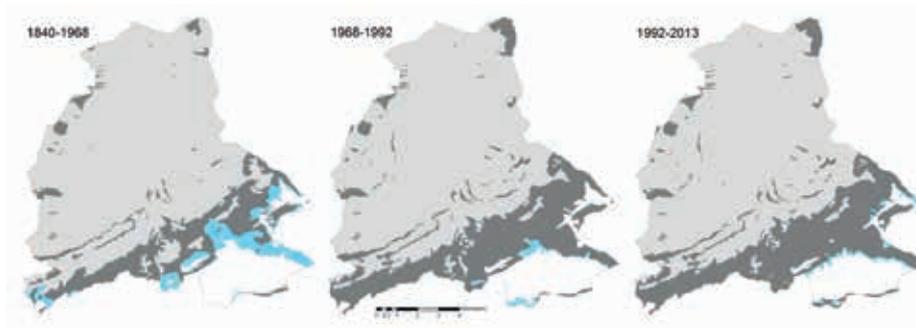
- 1 <http://openness-project.eu/>
- 2 <http://operas-project.eu/>
- 3 <http://oppla.eu/>



Fonte des glaciers et le changement paysager perçu

Les glaciers sont une caractéristique fascinante des régions alpines. Ils sont appréciés par les locaux et touristes. Aujourd'hui le public est largement au courant que la plupart de ces glaciers sont en train de fondre, dont beaucoup à une vitesse alarmante. Ce processus a commencé à la fin de la petite période glaciaire en 1850 et a beaucoup accéléré du au changement climatique anthropogénique.

Matthias MÜLLER, WSL - Matthias BÜRGI, WSL



La municipalité de Lenk: la fonte des glaciers (les zones en bleu) dans les différentes périodes de temps

Le sujet de la fonte des glaciers s'est étonnamment retrouvé dans une analyse sur les changements paysagers culturels, menée par le projet HERCULES, qui vise à "comprendre les vecteurs, schémas et valeurs des paysages culturels Européens". (<http://www.hercules-landscapes.eu/>). Une des municipalités d'étude du programme de travail sur l'histoire paysagère à court terme d'HERCULES est Lenk, dans les Alpes Suisses. A Lenk, le changement de couverture terrestre durant les 150 dernières années a été analysé sur base des cartes historiques, et des sources additionnelles ont été utilisées afin de déterminer les vecteurs du changement paysager découvert.

Une des méthodes utilisées afin d'évaluer la couverture terrestre antérieure et le changement de couverture terrestre sont les interviews historiques orales (IHO). Les IHO sont des interviews menées à long terme avec des résidents de la municipalité d'étude qui connaissent très bien le paysage passé et présent. Cette source est d'une grande aide en différents points. Tout d'abord, les locaux se souviennent des paysages, leurs changements et les acteurs/événements responsables de ces

changements qui sont documentés nulle part ailleurs. Ensuite, les données des IHO reflètent la perspective humaine et la perception du paysage.

Le village de Lenk est entouré de hautes montagnes et glaciers, tous deux caractéristiques de ce paysage particulier. Le glacier Plaine Morte, plus proéminent, est situé au sud-est de la municipalité. Comme d'autres glaciers alpins, les glaciers de Lenk rétrécissent. L'analyse de la carte montre une importante réduction de la superficie glaciaire (Schéma 1, par période de temps : glaciers restants : blanc ; zones fondues : bleu ; roche : gris foncé ; autres types de couvertures terrestres : gris clair). La fonte des glaciers est un processus continu depuis la première carte analysée de 1840 et c'est même devenu le changement de couverture terrestre dominant durant les périodes de 1968 à 1992 et de 1992-2013.

Etonnement, plusieurs des interviewés de la municipalité de Lenk ont mentionné le retrait des glaciers comme le changement majeur de paysage durant leur vie :

"Tu ne vois plus les glaciers d'ici en bas (le bas de la vallée). Les glaciers fondent vite."
"Les glaciers comme le Wildstrubel sont

aujourd'hui que des ceintures grises durant les étés chauds."

Ces déclarations sont en concordance avec les résultats des analyses des cartes. De plus, elles montrent que les conséquences du changement climatique contribuent significativement au changement paysager tel qu'il est perçu par la population.

A Lenk, les IHO n'ont pas seulement confirmé les résultats des analyses des cartes, mais les ont complétées avec des informations approfondies et détaillées sur les changements visibles sur les cartes. Un des interviewés a mentionné que les plaques de névé aujourd'hui fondent beaucoup plus tôt en été que lors de sa jeunesse. Le névé n'est pas représenté sur les cartes puisqu'il ne fait pas partie de la couverture terrestre continue, comme les glaciers. Néanmoins, le névé est important pour la perception du paysage et n'est pas visuellement distinguable des glaciers de loin.

La combinaison de plusieurs sources de données, comme celles présentées dans cet article, est une approche prometteuse pour analyser des processus complexes comme le changement paysager/de couverture terrestre. Il est particulièrement utile de s'entretenir avec les résidents de longue date d'une région puisqu'ils ont des connaissances et une vision qui n'apparaîtraient jamais dans les archives. A notre connaissance, notre étude sur les changements paysagers dans une municipalité alpine est le premier exemple documenté sur la manière dont le changement climatique peut laisser des traces cartographiées et perçues dans des paysages alpins.

Pour plus d'informations
veuillez consulter le site :
www.hercules-landscapes.eu



Le Royal Ostend Golf Club récompensé pour son action privée pour la protection de la nature

Pour la première fois dans son histoire, le « Prix Baillet Latour pour l'Environnement » (le plus important prix belge récompensant des actions privées pour la protection de la nature) a été attribué à un club de golf. Alors que de tels terrains ne sont pas toujours connus pour leur gestion de l'environnement, le Royal Ostend Golf Club, situé dans une zone unique des dunes de la Flandre occidentale, a obtenu des résultats extraordinaires. Dont l'intégration de paysages de dunes au sein du terrain du golf, la réduction considérable de sa consommation d'eau et de pesticides ainsi que l'éducation à l'environnement de ses membres.

Robert de GRAEFF, Stichting Behoud Natuur en Leefmilieu Vlaanderen



En attribuant le prix de 25.000 euro, le président du jury a déclaré : « La direction et les membres du Golf Club peuvent être fiers de leur réalisation, à savoir ; améliorer l'expérience sportive et créer un environnement de dunes si particulier sur le littoral flamand. Ils ont pris un risque considérable, mais ont relevé le défi haut la main ».

Le Prix Baillet Latour 2015 pour l'environnement a été créé il y a 19 ans. Ce prix, d'une valeur de 25.000 euros, est la reconnaissance la plus importante en Belgique en matière de gestion durable de l'environnement. Il récompense chaque année un propriétaire ou un gestionnaire privé qui s'occupe de l'aménagement ou de la gestion écologique d'un domaine situé en Belgique. Ce prix national annuel est délivré en alternance par la Stichting Behoud Natuur en Leefmilieu Vlaanderen et la Fondation Wallonne pour la Conservation des Habitats.



Vu que les actions privées pour la conservation de la nature deviennent de plus en plus importantes, des prix tels que le Baillet Latour, le prix BelleEuropa ou le prix pour

la protection du Sol, non seulement récompensent des gestionnaires terriens remarquables mais également rappellent leurs efforts au grand public.

Une coopération fructueuse entre l'OIE et le CIC : le "Wildlife Health Training Center"



L'Organisation Mondiale de la Santé Animale (OIE) et le Conseil International de la Chasse et de la Conservation du Gibier (CIC), en tant qu'organisations principales de vétérinaires et chasseurs (respectivement) ont joint leurs forces dans leur effort de combattre les maladies animales. L'OIE et le CIC ont officiellement commencé leur coopération en 2011. Depuis lors, plusieurs démarches afin d'accomplir cette tâche ont été prises, dont la plus importante était « la réunion internationale jointe du OIE-CIC pour la détection précoce et la prévention de la peste porcine africaine (ang. ASF) et d'autres questions animales interconnectées sur la ligne vie sauvage-bétail-humain » en 2014 à Paris et la 62^{ème} Assemblée générale du CIC "Healthy Wildlife – Healthy People" à Pravets en avril dernier. Cette entente est en plus renforcée par l'adhésion au *Partenariat de collaboration sur la gestion durable de la vie sauvage* (ang. CPW).

La dernière nouveauté dans le renforcement de la collaboration entre l'OIE et le CIC, est le projet d'un "Wildlife Health Training Center". Le CIC attend avec grand intérêt l'établissement de ce centre d'entraînement, étant donné que les chasseurs et propriétaires terriens, par le biais de l'éducation – sur et en dehors du terrain – peuvent être les acteurs les plus importants dans la détection précoce de maladies de la faune et des partenaires fiables dans le combat et la prévention de futures épidémies.

L'équipe CIC

Pour plus d'informations veuillez consulter le site : www.cic-wildlife.org

AGRICULTURE AND ADVANCED TECHNOLOGY.

Tractors, combine harvesters, telescopic handlers, implements.



DEUTZ-FAHR, the strength to always look to the future.

DEUTZ-FAHR always designs its products by carefully considering tomorrow's challenges. This view allows the manufacturer to offer a full line range with contemporary style, high levels of comfort, modern powerful engines and forward thinking features. Combined with advanced precision farming systems and low operating costs, the result is to make DEUTZ-FAHR the perfect partner to increase the profitability of your business. This philosophy has led DEUTZ-FAHR to develop a new production site that will provide high safety standards, efficiency, respect for the environment, test drive area, large training facilities, museum, showroom and much more: welcome to DEUTZ-FAHR LAND.

The use of original lubricants and coolants is recommended.



DEUTZ-FAHR is a brand of  SAME DEUTZ-FAHR
deutz-fahr.com





Congrès et Assemblée Générale de European Historic Houses Association Bruxelles et Flandre-Orientale

L'Association « European Historic Houses » a organisé son Assemblée générale annuelle du 1er au 4 octobre à Bruxelles et dans la province de Flandre-Orientale. Cet événement de quatre jours, qui a été organisé avec l'aide de l'Association des Demeures Historiques et Jardins de Belgique, comprenait une conférence de haut niveau qui avait pour sujet « Europe's Private Heritage at Risk », des visites de demeures historiques privées dans la région de Gand et un dîner de gala prestigieux en présence de S.A.R. le Prince Lorenz de Belgique.

14

Fons WILMES, EHHA

Chaque année, l'Association organise une Assemblée générale pour ses gouverneurs, les représentants de ses associations membres et les observateurs venant de toute l'Europe. Cette année, l'événement a eu lieu entre du 1^{er} au 4 octobre. Ces quatre jours ont été l'occasion parfaite pour l'association de présenter les réalisations de l'année passée, et pour débattre des priorités et des enjeux de l'association pour 2016. En même temps, c'était une opportunité pour échanger sur les meilleures pratiques et les projets innovants pour la préservation des demeures historiques fragiles de l'Europe.

Pendant les réunions formelles, comme pendant les visites des demeures historiques en Flandre-Orientale, il est devenu clair que la question du financement pour

la restauration doit être une priorité pour l'association. Nos membres sont souvent, et à juste titre, fiers de gérer des monuments historiques et des collections d'art. Cependant, ce privilège implique des responsabilités importantes, notamment concernant les normes qualitatives pour les restaurations. Les dépenses nécessaires pour respecter les normes en vigueur peuvent devenir un effort financier important, et le travail impressionnant fait par les propriétaires, souvent avec des fonds très limités, mérite d'être reconnu et soutenu par les autorités publiques.

L'association « European Historic Houses » a la conviction que les collectivités territoriales ainsi que l'autorité centrale devraient soutenir ces investissements par des incitations fiscales. Le potentiel

de telles mesures n'était pas seulement évident pendant les discussions entre nos membres, mais aussi pendant les visites des châteaux de Beerlegem, Nokere, Huysse, Ooidonk et Leeuwergem. Les témoignages passionnés des propriétaires de ces demeures ont mis en lumière le coût énorme associé à la préservation et rénovation de ce patrimoine fragile.

Le fait que le Parlement européen aie recommandé une baisse de la TVA et des efforts en matière de politique fiscales pour la restauration, préservation et conservation du patrimoine culturel dans sa résolution « vers une approche intégrée du patrimoine culturel européen », a été particulièrement saluée par les membres.¹ Ces suggestions seront au centre des actions de l'association et de ses membres

au niveau européen, comme au niveau national, pour les années qui viennent.

La nécessité de préserver le patrimoine culturel européen était aussi un thème central de la conférence « Europe's Private Heritage at Risk » qui a eu lieu le 2 octobre. Dans son discours d'ouverture, M. NYMAND-CHRISTENSEN, le directeur adjoint du Directorat-Général de l'Education et de la Culture de la Commission Européenne a souligné qu'une bonne coopération entre les autorités publiques et les propriétaires privés est essentielle pour la viabilité des biens culturels. Sur cette base, les intervenants, y compris des politiciens, des propriétaires de demeures historiques, des représentants de la société civile et des policiers, ont discuté sur les thèmes de « les meilleures façons de soutenir notre patrimoine culturel » et « les meilleures façons de protéger nos biens culturels ».

Les intervenants ont particulièrement identifié le besoin d'une collaboration accrue sur la question du trafic illicite des biens culturels. Les objets culturels peuvent facilement franchir les frontières et c'est important que la police coopère avec les propriétaires pour être en mesure de retracer rapidement ces biens. Françoise BORTOLOTTI, officier dans l'unité d'art d'Interpol, soulignait que les objets volés peuvent seulement être identifiés et rapatriés si les propriétaires fournissent des images et de l'information respectant les critères standardisés de la fiche Object ID.²

L'année prochaine, le programme de l'assemblée générale sera divisé en deux. Nous organiserons les visites des demeures historiques et le dîner de gala en Autriche en mai, en collaboration avec le *Osterreichischer Burgenverein*, et l'assemblée générale et la conférence annuelle auront lieu à Bruxelles en octobre. Nous avons déjà commencé les préparations pour ces événements et nous nous réjouissons d'accueillir une fois de plus nos membres pour des visites et discussions enrichissantes.

Pour plus d'informations veuillez consulter le site : www.europeanhistorichouses.eu

1 Parlement Européen, « vers une approche intégrée du patrimoine culturel européen », 8 septembre 2015, 2014/2149(INI), <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P8-TA-2015-0293+0+DOC+XML+VO//FR>

2 Les critères Object ID sont consultable en ligne sur : <http://archives.icom.museum/object-id/>



© E. Mathon

Dr Emmanuel de MERODE, Directeur du Parc National des Virunga, remporte les prix pour la protection de la biodiversité

ELO tient à féliciter chaleureusement le Dr Emmanuel de MERODE pour les prix pour la protection de la biodiversité qu'il s'est vu octroyer pour son investissement exemplaire pour la préservation de la biodiversité depuis ces vingt dernières années dans des parcs nationaux de République démocratique du Congo (RDC) et plus particulièrement le Parc des Virunga. Son travail a consisté à soutenir sur le terrain les gardes des parcs nationaux pendant la guerre civile qui coûta la vie à plus de cinq millions de citoyens congolais.

Les faits marquants de son travail tout au long de ces années ont été montrés pendant la projection du film « Virunga » ; projeté dans le cadre de la célébration du 70e anniversaire de l'UNESCO et de la Journée internationale des Nations Unies de la Terre en avril dernier. Le Parc National des Virunga est inscrit sur la Liste du patrimoine mondial depuis 1979 et sur la Liste du patrimoine mondial en péril depuis 1994.

« C'est pour moi un grand honneur de recevoir ce prix au nom des gardes forestiers du Parc National des Virunga, dont beaucoup consacrent leur vie à rétablir la paix dans l'est du Congo. Nous tenons à remercier sincèrement la Fondation Prince Albert II de Monaco pour ce témoignage de leur reconnaissance, qui nous permet d'attirer l'attention sur les sacrifices consentis par ces gardes forestiers et souvent occultés, ainsi que sur leur contribution au développement d'une région toujours en proie à des conflits armés. » a dit M de MERODE pendant la cérémonie de la remise du Prix « Biodiversité », qui s'est tenue le 2 octobre dernier. La Fondation Prince Albert II de Monaco récompense des personnalités pour leurs actions exemplaires en faveur de l'environnement dans les trois domaines d'actions prioritaires de la Fondation : la lutte contre les changements climatiques, la préservation de la biodiversité ainsi que l'accès à l'eau et la lutte contre la désertification.

Dr de MERODE a été également un des trois lauréats du prix de la *Tusk Conservation* attribué le 24 novembre dernier à Londres, afin d'honorer son remarquable travail pour construire un avenir durable pour le peuple et la vie sauvage du continent africain.

(red.)

Source: www.fpa2.com; <http://whc.unesco.org/en/news/1355/>; www.tuskawards.com

Agenda

15 décembre – 8 mars 2016, consultation en ligne, Union européenne

Expérience après la première année d'application du verdissement (Politique Agricole Commune)

http://ec.europa.eu/agriculture/consultations/greening/2015_en.htm

12 janvier 2016, Bruxelles

L'agriculture innovante : défis et solutions pour une production alimentaire durable et compétitive

www.ecpa.eu

14 - 15 janvier, Budapest

Lancement du projet FORBIO (promotion d'une production durable de matières premières pour les biocarburants avancés sur « des terres sous-utilisées » en Europe)

www.elo.org

26 - 28 janvier, Bruxelles

Concevoir le chemin : une approche stratégique de la recherche et de l'innovation agricole de l'UE

<https://ec.europa.eu/programmes/horizon2020/en/news/designing-path-strategic-approach-eu-agricultural-research-and-innovation>

10 février, Leeuwarden

Conférence d'EIP sur les ressources hydriques

<http://www.eip-water.eu/programme-eip-water-conference-2016>

14 avril, Amsterdam

Foire Innovation - pour mettre en valeur le Delta urbain durable au cours de la présidence néerlandaise de l'UE

www.innovatie-estafette.nl

21 - 24 avril, Bruxelles

63e Assemblée générale du CIC

www.cicbrussels2016.eu

14 juin, Vienne

Forum for the Future of Agriculture régional

www.elo.org

14 - 15 juin, Bratislava

Assemblée générale de ELO

www.elo.org

FFA Where agriculture & environment meet
ELO European Landowners' Organization
syngenta An initiative from

9th Forum for the Future of Agriculture
 Where agriculture & environment meet

Audience participation | Open debate | High level speakers
 Networking | Premier meeting place | High attendance

Tuesday, March 22, 2016 – Square Brussels Meeting Centre

REGISTER NOW
 Free of charge – Online registration
www.forumforagriculture.com
 @ForumForAg | forumforagriculture

FORUM PARTNERS | BISE | Friends of the Environment | DEUTZ FAHR | MEDIA PARTNER | vieuws

Let's increase our food supply without reducing theirs

the good growth plan

Syngenta Brussels Office
 Avenue Louise, 489, B-1050 Brussels
 Tel: +32 2 642 27 27 www.syngenta.com

syngenta



CountrySide
 is a publication of the ELO
 in English and French

Publisher : Thierry de l'Escaille
Chief editor : Emmanuelle Mikosz
Text editor : Robert de Graeff

Rue de Trèves, 67 - B - 1040 Bruxelles
 Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
 Fax : 00 32 (0)2 234 30 09

countryside@elo.org
 Internet Site : www.elo.org
 5 Euros